Avant-propos

Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer

▶ **To cite this version:**

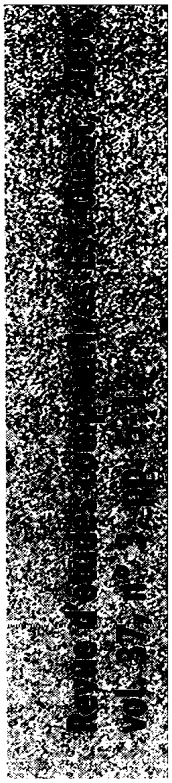
Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer. Avant-propos. Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 2006, 37 (3), pp.5 - 12. hal-03459211

HAL Id: hal-03459211
https://sciencespo.hal.science/hal-03459211

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AVANT-PROPOS

Persée creative commons

Marie Claire LAVABRE, directrice de recherche au CNRS, Maison Française d'Oxford.

Françoise MAYER, maître de conférences, Université de Monpellier ; chercheur associé au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen.

La chute des régimes communistes et l'instauration de démocraties pluralistes en Europe centrale et orientale, accompagnées de proclamations de rupture radicale avec le passé, ont engendré un bouleversement général des repères qui jusque-là permettaient les identifications individuelles et l'élaboration d'identités collectives dans toutes les sphères sociales. Le rejet obligé du passé a été décliné de différentes manières selon les pays, en fonction des diverses expériences du communisme (et de sa chute) dans chacune des sociétés concernées. Toutefois, si les modalités sont variables et les calendriers spécifiques, ces recompositions sociales et politiques se sont toutes inscrites dans un même cadre mental. La condamnation globale du communisme a favorisé des visions polarisées et simplifiées du passé, fondées sur des catégories binaires et des figures stéréotypées, plus ou moins marquées, de bourreaux et de victimes. Au-delà du consensus affiché dans le rejet et la condamnation du communisme, un examen plus fin du rapport au passé dans ces sociétés dites post-communistes souligne la difficulté d'élaborer un discours commun sur le passé. Les constructions d'une mémoire historique du communisme (entendue ici comme les écritures

finalisées ou les commémorations de l'histoire collective, les interprétations et autres prescriptions normatives formulées par les États ou autres pouvoirs) participent certainement de la stratégie politique présente mais elles se heurtent immanquablement à la pluralité des représentations portées par des groupes ou des individus et à la concurrence dans le processus de légitimation des interprétations.

L'observation de ces conflits d'interprétation du passé dans les sociétés qui appartenaient à la sphère d'emprise soviétique a un double intérêt. D'une part, elle ouvre un vaste terrain à l'analyse des phénomènes d'élaboration des mémoires collectives dans les contextes de forte mutation politique, d'autre part, elle contribue à éclairer ces transformations spécifiques en montrant comment elles sont vécues par les groupes intermédiaires et les individus. Les études présentées dans ce numéro consacré à « La mémoire à l'Est »[1] donnent un aperçu de l'importance accordée par les chercheurs à la « question de la mémoire » et de la diversité des approches, voire des définitions – implicites ou explicites –, du domaine. Elles signalent les différences de situation parmi les pays sortant du communisme et apportent, dans le même mouvement, une certaine intelligence de l'évolution des représentations des acteurs impliqués. Si certaines mettent l'accent sur les usages politiques du passé, d'autres s'attachent à scruter des politiques mémorielles et la manière dont celles-ci rencontrent – ou non – le souvenir des expériences vécues ou transmises. Toutes s'interrogent sur l'écart qui sépare les stratégies visant à (ré)orienter les visions collectives du passé à l'échelle des nations et l'appropriation de celui-ci par les groupes intermédiaires et les individus.

La question de la mémoire telle qu'elle se pose à l'Est de l'Europe après la chute du communisme ne se résume pas, loin s'en faut, à ces réajustements multiformes de l'expérience communiste. Aux legs de l'emprise soviétique, s'ajoutent ceux de la Deuxième Guerre mondiale et ceux des accords internationaux signés à l'issue du conflit. La contribution d'Agniezska Niewiedzal aborde ainsi la complexité des recompositions mémorielles résultant de la transformation de l'assise territoriale et démographique de la Pologne contemporaine (territoires « recouvrés » à l'Ouest,

1. La coordonnatrice tient à remercier tout particulièrement Madeleine Tchimichkian et Stéphanie Cirac pour le soin qu'elles ont apporté à la rédaction et la réalisation de ce numéro allant jusqu'à interrompre leurs vacances pour qu'il sorte dans des délais raisonnables. Les échanges ont parfois été houleux mais le numéro avait, au fond, tout à y gagner. Toujours est-il que le résultat répond à nos attentes et nous espérons que les lecteurs partageront ce point de vue.

populations « rapatriées » à l'Est). Elle montre comment, après la chute du communisme, le silence sur les conséquences démographiques de la redéfinition des frontières polonaises au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale fut rompu. Après avoir rappelé les mythes et les grilles d'interprétation diffusés par le pouvoir communiste pour justifier la transformation du territoire national et leur réception par la société polonaise, elle analyse l'évolution de ces représentations collectives après 1989. Le renouvellement du discours officiel polonais subit ici la double influence de la refondation de l'État et du réajustement des relations de cet État avec l'Allemagne et l'Ukraine. Ses promoteurs l'envisagent d'emblée sous l'angle de la réconciliation et de la formation d'une « nouvelle conscience nationale ». Bien que l'on discerne des différences dans les efforts déployés pour produire le « bon » discours sur les questions germano-polonaise et polono-ukrainienne (dans le premier cas, le consensus initial évolue vers des divergences et, dans le second, le désaccord persiste), la permanence de certains schémas interprétatifs sur lesquels se fondait le discours communiste est flagrante. Enfin, l'examen des pratiques mémorielles d'une localité rurale de Silésie repeuplée par des Polonais après l'expulsion de ses habitants allemands témoigne de l'impact de l'évolution des cadres sociaux sur la mémoire des individus. On peut en conclure qu'en dépit d'une apparente autonomie, les entreprises mémorielles observées à l'échelle locale s'insèrent pleinement dans le processus de ré-élaboration de la mémoire historique polonaise telle qu'elle se déploie après 1989.

La rupture avec le passé revendiquée par les acteurs des transformations post-communistes est souvent lourde d'ambivalence comme la plupart des contributions à ce numéro invitent à le penser. Les recompositions mémorielles affectent les sociétés dans leur ensemble et n'épargnent pas les ex-opposants au régime déchu. Les associations de défense des droits de l'homme en Russie postsoviétique et leurs pratiques militantes, analysées par Françoise Daucé, révèlent l'ambiguïté des rapports au passé soviétique entretenus par leurs membres. La filiation avec les mouvements dissidents autochtones d'associations trop souvent perçues comme des émanations de modèles occidentaux rend compte du double héritage sur lequel elles s'appuient et de leurs contradictions internes. L'un renverrait à une vision totalitaire de l'expérience soviétique telle qu'elle était formulée pour mieux contester le caractère répressif du régime ; l'autre se rapporterait au souvenir très vivace de la contestation et des liens de solidarité entre les victimes de la répression politique. Dans le premier cas, la société est atomisée, aucune action solidaire n'étant envisageable, dans le deuxième, au contraire, l'accent est mis sur les relations entre individus. Ces héritages quali-

fiés de « mémoires », tous deux revendiqués, ont des répercussions sur l'engagement des ex-dissidents après la chute du communisme. Celui-ci semble en effet dépendre étroitement de leur capacité à concilier ces deux interprétations antinomiques du passé. Leur faible présence sur la scène politique après 1991 s'en trouverait ainsi expliquée.

À l'inverse, les ex-communistes, toujours stigmatisés, ne sont pourtant pas systématiquement disqualifiés. Prenant l'exemple de la Bulgarie, Marta Touykova examine l'usage qu'ils font de leur héritage politique pour retrouver et conserver une place sur l'échiquier parlementaire. Loin de considérer leur passé comme un handicap, ils y trouvent matière à valorisation dans le double contexte de leur refondation partisane et de la restructuration de la scène politique bulgare. Les conditions spécifiques de la transformation – et notamment l'implication des anciennes élites dans celle-ci – influencent les stratégies de gestion du passé. En Bulgarie, l'histoire récente n'est pas sans provoquer des tensions : d'une part, la transition est marquée par la négociation entre les anciennes et nouvelles élites, d'autre part, en l'absence de mouvements d'opposition clairement identifiables pendant la période communiste, l'anticommunisme ne peut se nourrir après 1989 d'une mémoire de la résistance, même s'il promeut le souvenir de la répression et le « devoir de mémoire » à l'égard des victimes. Dans ce contexte, les membres du PSB (Parti socialiste bulgare), héritiers proclamés du PCB (Parti communiste bulgare), fondent leur image rénovée à la fois sur l'héritage anti-fasciste et sur la participation aux tables rondes de la transformation bulgare. L'évolution de cet usage proprement partisan du passé s'érode à mesure que s'achève la recomposition du paysage politique et que se fait rare la mobilisation du passé dans l'espace public.

Nina Leonhard se penche sur un autre type de qualification du passé par le présent, celui des anciens militaires de l'armée de « l'autre Allemagne ». Elle montre comment ils appréhendent le passé de la RDA et leur propre parcours professionnel et comment ils évaluent, en les comparant, les trajectoires qu'ils ont suivies avant et après 1989. Même si la mémoire du passé n'est jamais acquise et qu'elle est largement subordonnée aux conditions du présent, leurs représentations, saisies à partir d'entretiens menés entre 2002 et 2005, sont relativement homogènes. L'auteur privilégie un cas, qualifié d'« exceptionnel normal », qui illustre bien le regard que ces anciens militaires portent sur le passé est-allemand et la réunification. Il en ressort que le préjudice subi au sein de l'armée réunifiée et, plus généralement, le sentiment d'inégalité ressenti par rapport aux Allemands de l'Ouest fondent pour l'essentiel leur rapport au passé. Une manière de compenser cette

frustration consiste à se réapproprier l'expérience de la révolution de 1989 dans laquelle ils estiment avoir joué un rôle positif. Notons à ce propos que l'entretien biographique nous paraît constituer un outil particulièrement adéquat pour analyser le lien entre la transformation des structures sociales et les interprétations individuelles de la réalité passée ou présente. Nous reviendrons plus loin, avec l'article consacré par Sofia Tchouikina à la noblesse russe, sur cette dimension proprement méthodologique de l'étude de la mémoire.

Comment mettre en scène la rupture ? C'est la question que pose Anne-Marie Losonscy dans son analyse comparative de deux muséifications récentes du passé communiste en Hongrie (le Parc national des Statues ouvert en 1992 et la Maison de la terreur créée en 2002). Les stratégies poursuivies dans ces deux musées visent à aménager ce que l'on peut montrer et ce que l'on doit cacher. La sélection des traces du passé, la façon de les exposer aboutissent à la dévalorisation de telle mémoire ou à la patrimonialisation de telle autre, créant une nouvelle chronologie, instituant de nouvelles continuités. Ici, dans le Parc national des Statues, il s'agit clairement de conserver pour mieux effacer : conserver les statues mais dans une concentration qui les prive de leur vocation initiale à marquer l'espace urbain de la symbolique communiste. Là, dans la Maison de la Terreur, il faut « représenter l'enfermement » en jouant sur la symbolique « caché-révélé ». La technologie déployée renvoie aux mécanismes qui vont permettre l'appropriation du projet mémoriel par les visiteurs. Ce « lieu de mémoire » où la symbolique carcérale (latente dans le Parc des Statues) est omniprésente a pour triple dessein de restituer une vérité historique, d'exposer une mémoire partagée jusque-là cachée, de commémorer rituellement les victimes. La multiplicité des registres mobilisés va de pair avec la complexité du projet qui abuse du contraste entre l'universalité de la vérité dévoilée et la singularité des destins évoqués, l'objectif étant de favoriser l'empathie avec les victimes dans une quête de validation historique autant qu'émotionnelle. L'itinéraire obligé du musée contraint la vision du passé, mène à une interprétation unilatérale, étape sans doute nécessaire pour qu'une analyse critique de l'histoire devienne possible. Cette étude des stratégies muséales propose des pistes de réflexion sur les liens entre histoire et mémoire et, comme le souligne l'auteur, sur la façon dont ces deux modes de rapport au passé s'imbriquent.

Dans son étude des représentations savantes de la sortie du communisme en Roumanie, c'est également ce lien entre interprétations académiques (historique, sociologique ou politologique) et représentations collectives

qu'explore Ioana Cirstocea. Partant du regain d'intérêt pour la gestion du legs du passé communiste depuis les dernières élections roumaines, elle s'interroge sur les débats récents et sur les cadres savants de la mémoire du communisme en Roumanie après 1989. Elle montre ensuite que la multiplicité des émetteurs de discours scientifiques sur le passé par le truchement d'institutions créées après la chute de Ceausescu traduit une certaine polarisation entre les « héritiers » des anciennes structures et ceux qui s'identifient à l'opposition au régime communiste, la production de connaissances sur le passé communiste reflétant la géographie même de l'espace politique. Néanmoins, l'analyse de ces productions respectives montre que des logiques communes d'appréhension et d'interprétation du passé existent. On y retrouve des traits propres à bien des historiographies post-communistes du communisme – perspective totalitaire, renforcée sans doute ici par la difficulté de se documenter, accent mis sur l'ampleur de la répression et restitution de l'histoire des victimes, société réduite à des catégories binaires bourreaux/victimes, absence de travaux sur la vie quotidienne et sur les gens ordinaires – qui ne conduisent pas à approfondir la réflexion sur l'intériorisation des normes par les populations car on insiste plutôt sur le caractère « subi » du régime. Contrepartie de cette vision amputée de la réalité passée, la sociologie de la Roumanie post-communiste s'organise généralement autour de la thématique de l'anomie, accordant une place privilégiée au paradigme du chaos censé expliquer les déviations morales, politiques, sociales de la Roumanie de l'après-communisme. La prégnance des mêmes interprétations du passé communiste et de la réalité post-communiste chez des historiens et des sociologues d'horizons fort différents démontre l'intrication extrême des discours académiques et des discours politiques de même que le poids du passé partagé sur la recomposition du champ de la recherche institutionnelle.

L'enquête de Sofia Tchouikina sur les modalités de la mémoire familiale des « ex-nobles » russes de l'époque stalinienne à nos jours prouve l'intérêt d'une étude systématique de la mémoire pour comprendre les rapports entre les transformations structurelles et les évolutions culturelles d'une société. L'attention portée à un segment de la société, au demeurant assez marginal, permet paradoxalement de mettre en lumière un problème plus général dans l'expérience communiste : celui des stratégies d'adaptation aux canons biographiques prescrits par l'idéologie qui s'affirme dans les années 1920-1930 en URSS – 1940-1950 dans les satellites de l'Europe centrale et orientale. Sur la base d'un corpus d'entretiens suscités ou publiés, l'auteur tente de comprendre comment, dans les conditions spécifiques

d'une stigmatisation à outrance, les anciens nobles parviennent à survivre socialement tout en transmettant leur mémoire familiale. L'analyse s'ouvre sur une étude des caractéristiques de la transmission mémorielle chez les nobles avant la Révolution (l'importance, entre autres, des lieux de vie, des domaines, des objets qui cristallisent les souvenirs, des liens de sociabilité sans lesquels la continuité mémorielle ne peut s'envisager). La conversion, dans le contexte soviétique, de tous les signes de l'identité noble en capitaux négatifs conduit ceux qui s'en réclament à développer des stratégies de survie sociale : certains s'adaptent au nouveau régime sans nier le passé, d'autres le rejettent et d'autres encore adhèrent au système au point d'en épouser l'idéologie. Dans les différents cas de figure, l'observation des voies par lesquelles les représentations du passé se transmettent de génération en génération permet de souligner la permanence de liens de sociabilité spécifiques. Cette étude de la mémoire noble russe nous invite, et c'est l'un de ses mérites, à ne pas négliger les modalités d'accommodation au système totalitaire.

Outre les informations factuelles sur la gestion du passé dans les sociétés post-communistes et la multiplicité des registres, sociaux, culturels, familiaux, politiques *stricto sensu* sur lesquels celle-ci peut, au choix des chercheurs, se décliner, ces contributions font très souvent intervenir la problématique de la « mémoire » et, plus spécifiquement, celle des rapports entre histoire et mémoire, largement dominante, notamment en France. À décaler légèrement le propos et à tenter de rendre compte au plus près des préoccupations qui animent l'ensemble des contributions, nous plaiderions plus volontiers pour la complémentarité non de l'histoire et de la mémoire mais de l'histoire de la mémoire et de la sociologie de la mémoire. Il n'y a finalement guère de sens, en effet, à opposer ou à lier une discipline académique, un métier, des savoir-faire et des règles de scientificité et un phénomène social aux multiples facettes, sauf à considérer, ce qui est également pertinent dans un tout autre registre de réflexion, que les sciences sociales et particulièrement l'histoire n'ont nullement le monopole de la légitimité et ne font que participer à la construction sociale du phénomène mémoriel. En limitant l'analyse à quelques modalités de la gestion du passé dans l'Europe post-communiste, il s'avère que l'histoire de la mémoire met l'accent sur la généalogie des représentations du passé et sur la mémoire comme effet du passé, tandis que la sociologie de la mémoire s'intéresse plus spécifiquement aux acteurs et aux agents sociaux qui portent ces représentations, à leurs expériences et à leurs stratégies et, partant, à la mémoire comme effet du présent. À ce titre, la contribution de Vanessa Voisin, accueillie dans ce numéro, relèverait aisément de l'histoire de la

mémoire entendue comme histoire et devenir des représentations à partir d'une période dite fondatrice. Son étude des « individus demeurés en territoire occupé » dans la région de Kalinine envahie par les Allemands et de certains aspects de l'épuration en Russie soviétique entre 1942 et 1949 fait ressortir l'impact conjugué de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et de celle de la répression soviétique sur l'élaboration d'identités individuelles et collectives durablement complexes.

Trois grandes problématiques traversent les études sur la « mémoire ». La première, la plus ancienne si l'on s'en tient à l'intérêt contemporain pour cette question, est celle des lieux de mémoire qui met l'accent sur les usages politiques du passé et sur les points de cristallisation des représentations collectives, à l'échelle de la Nation le plus souvent. On y associera le nom de Pierre Nora et on soulignera son inscription originelle dans la discipline historienne et dans une perspective généalogique et critique. La deuxième, celle des cadres de la mémoire, renvoie à la réflexion de Maurice Halbwachs sur les conditions sociales de production et d'évocation des souvenirs, à l'échelle le plus souvent des individus et des groupes intermédiaires. Elle entre clairement dans le champ de la sociologie et incite à interroger les interactions entre les mises en récit publiques et/ou politiques du passé et les formulations et interprétations portées par les acteurs sociaux. La troisième émerge parallèlement à la montée en puissance des revendications mémorielles et du « devoir de mémoire » à l'égard des victimes du nazisme, du communisme et, plus généralement, des violences et massacres organisés. Elle renvoie à la notion, issue de la psychanalyse, de travail de mémoire et on peut y rattacher le nom de Paul Ricoeur. Elle relève d'une réflexion politico-normative sur la « juste mémoire » à l'échelle de toute communauté et des moyens que celle-ci peut se donner pour dépasser ou apaiser les conflits nés du passé. Ces trois problématiques ne sont pas exclusives les unes des autres. Elles traversent aujourd'hui, en dépit de la diversité de leurs fondements d'origine, la plupart des réflexions sur la mémoire et le phénomène mémoriel. Implicitement ou explicitement, les usages politiques, les conditions sociales d'évocation des expériences et le souci d'une juste gestion du passé motivent les contributions réunies dans ce numéro.